



COMMUNIQUE

Ne tolérons plus le partage inégal des richesses !

Le 5 février 2018, un collectif de 24 responsables d'ONG et d'économistes a publié une tribune dans le Monde, appelant à légiférer pour réduire les écarts de rémunération dans les entreprises, lutter contre l'évasion fiscale et renforcer la progressivité de l'impôt.

(voir l'appel : <http://emmaus-france.org/adoptons-une-loi-contre-les-inegalites-au-service-de-linteret-general/>)

En 2017, 82 % de la croissance mondiale a profité aux 1 % les plus riches de la planète alors que les 50 % les plus pauvres de la population n'en ont pas reçu une miette. 850 millions de personnes sont cantonnés dans l'extrême pauvreté et vivent avec moins de 1,9 dollar par jour. Au sein des grandes entreprises, les écarts de salaires entre les différentes catégories de salariés, l'évasion fiscale institutionnalisée et la rétribution record des actionnaires sont les sources de ces inégalités croissantes.

En France, les 10 % les plus riches possèdent plus de la moitié des richesses nationales, tandis que les 50 % les plus pauvres ne se partagent que 5 % du gâteau. Les entreprises du CAC 40 rétribuent largement leurs actionnaires au détriment des salariés.

(voir le document "CAC40, des profits sans partage" :

http://oxfamfrance.org/sites/default/files/file_attachments/vfrapport_oxfam_cac40_des_profits_sans_partage.pdf)

Ces inégalités ne sont pourtant pas une fatalité. Elles résultent de choix politiques et économiques. Les dirigeant-e-s doivent s'engager pour une économie plus humaine, responsable et rejetant les phénomènes conduisant à l'exclusion des moins favorisés. Ils doivent adopter une **loi contre les inégalités**, au service de l'intérêt général.

Cette loi devra reposer sur trois piliers garantissant une réduction des inégalités :

- Partage équitable de la richesse créée par les entreprises entre les salariés et les actionnaires.
- Lutte contre l'évasion fiscale pour financer les services publics, qui réduisent les inégalités.
- Défense d'un impôt juste et progressif permettant une redistribution équitable des richesses.

A Dijon, à l'initiative du groupe local d'Oxfam France, six organisations vous proposent de soutenir cet appel.

Elles vous donnent rendez-vous au jardin Darcy

Samedi 16 juin 2018 de 14 h à 16h.

**Stands d'information - Chœur de paroles
Théâtre de rue : Mister Fric et sa famille
Balances des inégalités - Votation citoyenne**





Théâtre de rue



Balance des inégalités

Amis de la Terre Côte d'Or (<http://www.amisdela terre.org>) : Mise en œuvre locale de la démarche et des objectifs des Amis de la Terre France, nés en 1970 : agir pour la protection des êtres humains et de l'environnement. L'association, à travers son action, entend construire un monde dans lequel :

- Les besoins humains fondamentaux (accès, en qualité et quantité suffisantes, à l'air, l'eau, l'alimentation, l'énergie, l'habitat, la santé, l'éducation, l'information et la culture) de tous soient satisfaits; sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs ;
- L'accès et le partage des ressources naturelles soient équitables ; le droit de chacun à vivre (et travailler) dans un environnement sain et le devoir de le préserver soient respectés, ainsi que la vie sous toutes ses formes ;
- Tous et toutes participent activement en tant que citoyens et citoyennes pour façonner une société basée sur les principes démocratiques ; les décisions engageant notre présent, notre avenir et celui de nos enfants, notamment celles relatives à notre environnement, à notre consommation et au recours à des technologies susceptibles de présenter des risques importants doivent être prises en concertation avec tous les citoyens et citoyennes ; les principes de précaution et de participation doivent prévaloir.

ATD Quart Monde (<https://www.atd-quartmonde.fr/>) : Le Mouvement ATD Quart Monde a été fondé en 1957 par Joseph Wresinski dans un bidonville de la région parisienne. Il ne cesse depuis lors, de dénoncer la misère comme une violation des droits de l'homme. Il refuse l'institutionnalisation de l'assistance. Il interpelle les pouvoirs publics pour que les différentes politiques mises en œuvre permettent réellement "l'accès de tous aux droits de tous". Il est à l'origine d'un grand nombre d'avancées législatives comme le Revenu Minimum d'Insertion (RMI, ancêtre du RSA), la Couverture Maladie Universelle (CMU) ou la loi d'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée. Présents aujourd'hui dans 29 pays, les membres du Mouvement ATD Quart Monde continuent le combat au quotidien pour bâtir une société autrement, respectueuse de l'égalité de tout être humain.

Attac (<https://france.attac.org/>) : Fondée en 1998, Attac (Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne) est une association altermondialiste qui milite pour la justice sociale et environnementale, et conteste le pouvoir pris par la finance sur les peuples et la nature. Attac mène des actions pour favoriser le développement d'alternatives et pour mettre sous contrôle citoyen les banques et multinationales prédatrices.(campagne sur l'évasion fiscale "67 millions de victimes de l'évasion fiscale").Elle milite également une véritable démocratie citoyenne.et pour placer l'altermondialisme et la solidarité au coeur des relations internationales. Mouvement d'éducation populaire, l'association produit analyses et expertises, organise des conférences, des réunions publiques, participe à des manifestations...En 2018, Attac est présente dans une cinquantaine de pays ; Attac France compte plus de 10 000 membres et une centaine de comités locaux qui agissent partout en France.

CCFD Terre Solidaire (<https://ccfd-terresolidaire.org/>) : Le CCFD-Terre Solidaire (Comité catholique contre la faim et pour le développement – Terre Solidaire) est une organisation de solidarité internationale inspirée par la doctrine sociale de l'Église. Au service « de tout l'homme et de tous les hommes », ses thématiques prioritaires sont : la souveraineté alimentaire, le partage des richesses, les droits humains et en particulier des migrants, la résolution des conflits, l'égalité femme-homme, la justice climatique. Son action repose sur des partenariats avec des acteurs de la société civile dans les pays du « Sud » dans près de 70 pays, l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité et le plaidoyer auprès des élus en France. Les dons des particuliers assurent au CCFD-Terre Solidaire son indépendance.



Collectif l'Éthique sur l'étiquette (<https://ethique-sur-etiquette.org/>) : Lutter pour le respect des droits humains au travail dans l'industrie textile à forte densité de main d'œuvre: tel est l'objectif du collectif Ethique sur l'étiquette. Quatre domaines d'action: Information et interpellation des citoyens/consommateurs: un tee-shirt à 3 € comment est-ce possible ?; soutien des organisations de travailleurs/euses notamment en Asie du Sud Est; plaidoyer visant les sociétés multinationales afin qu'elles mettent en œuvre la loi sur le devoir de vigilance de mars 2017: identifier les risques d'atteintes aux droits humains au travail et à l'environnement par leurs sous-traitants et fournisseurs où qu'ils soient dans le monde; et enfin plaidoyer auprès des parlementaires français et européens afin qu'une telle législation soit étendue au niveau européen et mondial.

Oxfam France (<http://www.oxfamfrance.org/>) est membre de la confédération Oxfam, une organisation internationale de développement qui mobilise le pouvoir citoyen contre la pauvreté. Elle travaille dans plus de 90 pays et trouve des solutions durables pour mettre fin aux injustices qui engendrent la pauvreté. Ses dernières campagnes ont par exemple porté sur l'évasion fiscale, les conséquences du changement climatique, l'accès à la santé, le droit à l'éducation, l'accès à l'alimentation

Contact Oxfam Dijon

Mail : dijon@oxfamfrance.org

Facebook : <https://www.facebook.com/Oxfam-Groupe-local-Dijon-174606329394314/>

Blog : <https://oxfam21.blog4ever.com/>

